

La Gazette des Comores

Paraît tous
les jours sauf
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

24^{ème} année - N° 4471 - Lundi 02 Octobre 2023 - Prix : 200 Fc

74ÈME ANNIVERSAIRE DE LA FONDATION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE :

Guo Zhinjun étale la puissance de son pays



Les 74 ans de la République populaire de Chine célébrés à Moroni.

L'ambassade de Chine à Moroni, à l'instar des autres représentations chinoises à travers le monde, a célébré le 74ème anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine. Une occasion pour Guo Zhinjun de dresser les succès enregistrés par son pays dans de nombreux domaines et de rappeler la vivacité des échanges diplomatiques entre la Chine et les Comores.

La fête de célébration du 74ème anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine, a cette année une saveur particulière. L'année est marquée par le début de l'application intégrale de l'esprit du XXe Congrès du Parti communiste chinois, d'après Guo Zhinjun, ambassadeur de Chine en Union des Comores. « Le peuple chinois, uni et dirigé par le Comité central du Parti communiste chinois, rassemblé au tour du camarade Xi Jinping, poursuit à grands pas, la voie de la modernisation à la chinoise transformant

pas à pas la belle vision du grand renouveau de la nation chinoise en réalité », souligne le diplomate chinois.

Et M. Zhinjun d'exposer les succès enregistrés par son pays dans divers domaines. Dans le combat mené contre la pauvreté, il revendique une victoire celle d'avoir réussi à placer plus de 400 millions de chinois dans la catégorie des personnes ayant un revenu moyen. Un chiffre appelé à doubler pour atteindre les 800 millions d'individus à l'horizon 2035. Dans le domaine de l'économie, le diplomate évoque la performance de la croissance chinoise avec un PIB qui s'est établie à 5,5%, au cours du premier trimestre de 2023. En filigrane 24 000 entreprises étrangères installées dans le territoire. « L'économie chinoise, dotée d'une forte capacité de résistance, d'un grand potentiel et d'une grande vitalité, se dit inébranlable », estime Guo Zhinjun.

LIRE SUITE PAGE 3

**Pour être informé,
je lis la Gazette chaque jour**

**15 Rabioul Awal 1445
Prières aux heures officielles
Du 1er au 05 Octobre 2023**

Lever du soleil:

05h 54mn

Coucher du soleil:

18h 03mn

Fadhr : **04h 41mn**

Dhouhr : **12h 04mn**

Ansr : **15h 18mn**

Maghrib : **18h 06mn**

Incha : **19h 20mn**



PROCESSUS ÉLECTORAL

Les membres de la Ceni en formation

Une formation des formateurs se déroule à la Ceni. Il s'agit d'une formation destinée aux membres de la Commission nationale électorale indépendante (Ceni) relative à la gestion des élections, à savoir les outils et programme pour qu'à leur ils puissent former leurs collègues des commissions insulaires. L'armée et la presse auront aussi leur formation pour la sécurisation et la couverture médiatique du processus électoral, en vue d'un scrutin libre et transparent.

La Commission nationale électorale indépendante (Ceni) a mis en place depuis jeudi dernier un gramme de renforcement de capacités de ses membres. Ces derniers sont en formation sur la gestion des élections, en termes d'outils et instruments juridiques en vue de faciliter la gestion et l'organisation des prochaines élections de 2024. « Nous espérons que chaque membre soit suffisamment outillé pour qu'on puisse remplir notre mission en toute équité, pour la tenue des élections de manière transparente », lance un des bénéficiaires de cette formation de deux jours (jeudi et vendredi) qui a, selon lui, un seul



Les membres de la CENI en session de formation.

module basé sur le processus électoral.

La formation des futurs formateurs est assurée par un expert national qui a eu à travailler pendant 6 ans pour la Ceni précédente. Et Me Gerard d'ajouter qu'il n'est pas seul, d'autres experts vont intervenir toute la semaine sur les fondamentaux utiles et indispensables pour la réussite de cette mission. Cet avocat au barreau de Moroni indique qu'à partir de ce lundi 2 octobre la Ceni va mettre en place les démembrements insu-

lares et communaux avant la mise en place d'une série de sessions de formation.

« Après cette formation, les bénéficiaires vont assurer à leur tour la formation des Cei et Ceii sur l'ensemble du territoire national », précise notre interlocuteur qui pense que la presse devra assister à cette formation pour mieux informer les comoriens sur le processus électoral, dans les meilleurs conditions, et cela pour respecter le chronogramme que déjà lancé depuis trois semaines. « Cette année nous

avons prévu de faire plusieurs formations avec tous les acteurs impliqués », précise-t-il en citant notamment les militaires et les journalistes. « Ils ont tous un rôle à jouer pour la tenue d'élections libres et transparentes. Ils sont les auxiliaires de la Ceni », conclut-il en ajoutant que la nouveauté de cette année sera l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Ibnou M. Abdou

Numéros utiles

Police

Moroni: 764 46 64
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Gendarmerie

Moroni: 764 49 92
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Immigration

Ngazidja: 773 42 86
Anjouan: 771 01 73
Mohéli: 772 01 37

Aéroport

Hahaya: 773 15 95
Ouani: 771 07 31
Mohéli: 772 03 71

Port maritime

Moroni: 773 00 08
Mohéli: 772 02 57
Anjouan: 771 01 43

Hopitaux

Moroni: 773 25 04
Fomboni: 772 03 73
Mutsamudu: 771 00 34

Banques

BIC: 773 02 43
Eximbank: 773 94 01
Banque centrale: 773 10 02
SNPSF: 773 43 43
Meck: 773 36 40

MAMWE

Moroni: 773 48 00
Mutsamudu: 771 02 09
Fomboni: 772 05 18



Ministère de l'Agriculture,
de la Pêche,
de l'Environnement,
du Tourisme
et de l'Artisanat

PRODUCTIVITE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES FAMILIALES ET RESILIENCE



Don FIDA N° 2000001863 et Prêt FIDA N° 2000001864
Don ASAP N° 2000001862
1er Prêt FIDA additionnel N° 2000003603 et 1er Don FIDA additionnel N° 2000003604
Don RPSF N° 2000003636 et Don RPSF additionnel N° 2000003969
2ème Prêt FIDA additionnel N° 2000004128 et 2ème Don FIDA additionnel N° 2000004126

UNITE NATIONALE DE COORDINATION ET DE GESTION DU PROJET (UNCGP)



Programme
d'Adaptation
de l'Agriculture
Paysanne (ASAP)

AAVIS DE DEMANDE DE PRIX OUVERT N° 23 - 001/MAPETA/PREFER

ID Projet PREFER- Comores N° 2000001157

Date de l'Avis : 30 septembre 2023

1. Le Gouvernement comorien a obtenu du Fonds international de développement agricole (FIDA) un financement pour le Projet PREFER, et à l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché portant « Fourniture et livraison de matériels informatiques à l'Unité Nationale de Coordination et de Gestion du Projet (UNCGP) dont 5 ordinateurs portables, 7 ordinateurs de bureau, 5 imprimantes impression noir blanc, 01 imprimante en couleur, 04 Copieurs Multifonction GM, 05 scanners et 04 Vidéoprojecteurs » dans un délai ne dépassant pas 45 jours.

2. Le Projet PREFER sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises.

3. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès du Projet PREFER nobataine@prefer.km / elanzize@prefer.km / nobataine06@yahoo.fr et spmprefer@gmail.com et prendre connaissance du dossier de demande de prix à l'adresse mentionnée ci-après.

Projet PREFER, Ministère de l'Agriculture, de la

Pêche, de l'Environnement, du Tourisme et de l'Artisanat (MAPETA), ex-CEFADER M'dé Bambao du Lundi au Vendredi de 8h00 à 14h30 min.

Ou aux Bureaux du Projet PREFER d'Anjouan sis à Hombo, Mutsamudu et de Mohéli sis Direction de la Production, CEFADER, Fomboni

4. Les exigences en matière de qualification sont :
- Ne pas être frappé par une mesure d'interdiction
- Pas de conflit d'intérêts selon le point 3 des instructions aux soumissionnaires
- Avoir un minimum de chiffres d'affaires annuel de cinq millions de francs comoriens
- Avoir exécuté 3 marchés similaires les 3 dernières années d'une valeur minimum de 5 millions chacune
- Accès à des financements tels que des avoirs liquides, lignes de crédit, autres que l'avance de démarrage éventuelle, à hauteur de 10 millions de francs comoriens

5. Les candidats intéressés peuvent obtenir le dossier de demande de prix complet aux adresses mentionnées ci-haut à compter du 02 octobre 2023. Le dossier sera immédiatement remis aux candidats intéressés ou

adressé à leurs frais en utilisant le mode d'acheminement qu'ils auraient choisis.

6. Les offres devront être rédigées en français et devront être déposées à l'adresse indiquée dans la demande de prix au plus tard le 19 octobre 2023 à 11h00min heure locale. Les offres qui ne parviendront pas aux heures et date ci-dessus indiquées, seront purement et simplement rejetées et retournées aux frais des soumissionnaires concernés sans être ouvertes. Les offres seront ouvertes le même jour à 11heures 15minutes, en présence des représentants des soumissionnaires qui désirent assister à l'ouverture des plis et, à l'adresse : **Projet PREFER, Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Environnement, du Tourisme et de l'Artisanat (MAPETA), sis ex-CEFADER M'dé Bambao.**

7. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission d'un montant de 3% du montant de l'offre. Les offres devront demeurer valides pendant une durée de 90 jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

74ÈME ANNIVERSAIRE DE LA FONDATION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE :

Guo Zhinjun étale la puissance de son pays

Suite de la page 1

Au plan diplomatique, l'ambassadeur souligne l'édition par son pays d'un livre blanc, dans lequel, le président Xi Jinping avance entre autres propositions, la construction de la communauté de destin pour l'humanité. Autre aspect marquant pour cette année, d'après toujours Zhinjun, c'est le 10ème anniversaire de l'initiative « la route et la ceinture » dont le 3ème forum se tiendra en Chine le mois prochain. « La Chine est prête à travailler avec tous les pays amis, y compris les Comores en vue de faire la Ceinture et de Route, une route de paix, d'amitié et de prospérité qui profite à

tous les peuples », fait-il savoir.

En ce qui concerne les relations entre Moroni et Beijing, le représentant de la Chine aux Comores évoque la conservation de l'esprit d'égalité et le soutien mutuel au cours de 48 années de relations diplomatiques. « En décembre dernier, le président Xi Jinping, et S.E.M le président Azali Assoumani, président en exercice de l'UA, se sont rencontrés lors du premier sommet sino-arabe et sont parvenus à un large consensus, ouvrant la voie au prochain développement des relations bilatérales », déclare-t-il. « La Chine soutient actuellement le gouvernement comorien, dans la réalisation du

plan [Comores émergents 2030]. La coopération pratique entre nos deux parties dans divers domaines continue de porter des fruits », assure-t-il. Et lui de rassurer sur la poursuite par son pays des projets d'infrastructures notamment routiers mais aussi la deuxième phase du programme d'éradication du paludisme. M. Zhinjun de se lancer dans un inventaire de l'appui constant de la Chine dans le domaine de la santé avec 161 médecins qui se sont relayés depuis 1994, pour apporter des soins médicaux à la population comorienne. Le domaine de l'enseignement marqué également par le 5ème anniversaire de l'implantation de l'Institut Confucius à l'université

des Comores, intéresse de plus en plus des jeunes, plus de 10 000 ont poursuivi des cours de langue chinoise.

« Aujourd'hui, nous sommes fiers d'entretenir des relations privilégiées définies par un partenariat stratégique que nous souhaitons approfondir dans tous les domaines », avance Kassim Loutfi, secrétaire d'État chargé de la coopération avec le monde arabe. « La Chine demeure, l'un de nos partenaires économiques le plus importants, jouant un rôle essentiel dans le développement de notre pays », poursuit-il. M. Loutfi qui a tenu à souligner les nombreuses contributions en matière d'infrastructures, espérant que la

présence chinoise puisse s'accroître au fil des années à venir.

« Il est important de rappeler qu'au cours de la pandémie du coronavirus, la Chine n'a ménagé aucun effort dans la lutte contre cette maladie qui a coûté la vie à des millions de personnes dans le monde. Nos nations partagent un intérêt commun pour une coopération renforcée, dans le domaine de la santé, de l'éducation, de soutien mutuel au niveau international », conclut le secrétaire d'État.

Maoulida Mbaé

OCTOBRE ROSE :

L'ACCF dévoile le programme de la 5e édition

Comme chaque année depuis 2019, l'association comorienne de la lutte contre le cancer chez la femme (ACCF) mène une série d'activités à l'occasion d'Octobre Rose pour mieux sensibiliser et conscientiser les femmes contre le risque du cancer gynécologique.

Devant la presse, samedi 30 septembre dernier, l'Association comorienne de la lutte contre le cancer chez la femme (ACCF) a dévoilé son programme Octobre Rose édition 2023. Un mois très déterminant pour les femmes porteuses de cette pathologie. Comme message depuis 2019, « le cancer du sein détecté tôt, se soigne bien ». Selon la présidente de l'ACCF, Zahara Abdallah, des efforts ont été faits. « Depuis on observe que le tabou se lève de plus en plus, des réflexes d'informations et consultations face à un changement au sein se font sentir et le dépistage rentre dans les habitudes, notamment durant Octobre Rose », avan-

ce-t-elle.

En 4 ans, l'ACCF a enregistré 1580 mammographies dont plus de 500 l'année dernière. Pour ces 2 dernières années, elle comptabilise 108 causeries et 3980 personnes touchées. « Nos volets d'actions sont nombreux, dont le plaidoyer auprès des autorités nationales pour que des solutions et des actions soient menées sur les cancers gynécologiques. Et parmi nos victoires, nous comptons la réactivation de la convention bilatérale entre Maurice et l'Union des Comores », dit-elle. Et d'enchaîner : « cette année, nous allons pouvoir compter sur un 3ème acteur dans le champ des dépistages et non des moindres. L'hôpital El-Maarouf abrite désormais le premier service de mammographie du secteur public et ce, à un prix accessible ». L'ACCF salue les efforts du ministère de la santé et appelle encore à l'accompagnement. « Nous ne le dirons jamais assez que la prise en charge des malades demeure une priorité », dit-elle.

Pour cette édition, la campagne sera couverte à travers différentes activités, à savoir la sensibilisation au dépistage du 02 au 28 octobre, une conférence à l'Alliance française, dépistage à prix réduit du 05 octobre au 05 novembre (15 000 KMF à El-Maarouf, 17 500 KMF au CIM, 20 000 KMF à la polyclinique du Dr Kader à Mutsamudu), journée sport à l'Alliance française, Toirab Rose, La Marche rose de clôture.

Présente à cet événement, la représentante du ministère de la santé Fatima Hadji a expliqué que le ministère de la santé en collaboration avec l'ACCF, avec l'appui des partenaires techniques et financiers a engagé des actions pour faciliter le dépistage surtout pour les plus vulnérables. « En mai 2022, un atelier de réflexion a été fait avec l'objectif d'élaborer une feuille de route pour mieux organiser la riposte », indique-t-elle.

En 2023, le ministère de la santé a validé le PSN SRMNIA 2023-2027 qui a tenu compte de l'aspect



L'ACCF devant la presse pour Octobre rose 2023.

prise en charge des cancers de la femme. Dans le même élan, le gouvernement à travers le Ministère de la Santé a construit et équipé le service d'imagerie médicale (Scanner, mammographie) au CHN El-Maarouf, ainsi il espère aussi équiper et rendre fonctionnel les services d'imagerie de Ndzouani et de Mwali au cours de l'année 2024. Dans le

souci de renforcer également le traitement et le suivi des patientes qui ont besoin de la radiothérapie, le gouvernement en collaboration avec l'Agence internationale de l'Energie Atomique a engagé un processus de mise en place d'un service de radiothérapie dans le pays.

Andjouza Abouheir

MISSION DE LA BAD :

Une délégation de la BAD en mission à Moroni

Une délégation de la Banque Africaine de Développement (BAD) a effectué une mission de pré-évaluation des projets de réhabilitation de la route Bahani-Mitsamiouli et du corridor maritime pour la modernisation du port de Moroni du 18 au 30 septembre 2023.

Après deux semaines de travail et d'observation, les deux parties ont conclu par une signature de deux aides mémoires. La cérémonie de signature a eu lieu vendredi 29 septembre dernier au ministère des finances. L'objet de cette mission est de garantir que les études multisectorielles de ces deux projets soient conformes aux normes de la BAD, sur le plan tech-

nique, économique, environnemental, climatique, ainsi que sur l'insertion professionnelle des jeunes et de l'égalité de genre, en vue d'assurer une excellente présentation lors de la réunion du conseil d'administra-

tion en décembre 2023, pour les routes et en mars 2024 pour le corridor maritime. « Comme vous le savez, ces deux projets sont très importants pour le développement de notre pays. Cela va faciliter le transport

routier dans ces régions. Ce qui permettra aussi aux agriculteurs de cette zone de bien transporter leurs produits alimentaires. Tout comme la modernisation du port de Moroni. Ça va propulser les liaisons maritimes dans notre pays », explique Mzé Abdou Mohamed Chanfiou, le ministre des finances.

Et l'argentier d'ajouter : « au cours des deux semaines d'observation et de travail, la mission a examiné en audition avec les départements techniques, le projet portant sur le tronçon de 48 km reliant Bahani-Mitsamiouli pour un montant de 26,6 millions de dollars et 135 millions de dollars pour le corridor maritime. Elle s'est aussi entretenue lors des visites sur le terrain avec la population, notamment la

société civile et les communautés villageoises pour recueillir leurs avis et recommandations ».

De son côté, le chef de mission de la BAD a visité beaucoup de zones, notamment la zone en question. « On a constaté que la route reliant Bahani-Mitsamiouli est inaccessible. La population qui se trouve là-bas peine pour arriver chez eux. Et en effet, dans cette zone se trouvent beaucoup d'agriculteurs, avec un environnement paisible. Donc, cette mission nous a permis de voir la nécessité de réhabiliter cette route. Cela va contribuer au développement des Comores », avance Nimpa Gérard chef de mission et du projet secteur de transport auprès de la BAD.

Nassuf Ben Amad



Le ministère des finances a reçu une mission de la BAD.



UNION DES COMORES

Unité-Solidarité-Développement



MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE



Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (P166193)



Crédit/Don N° : IDA- D6760/IDA-67070

SELECTION DE CONSULTANTS PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE

Avis de recrutement d'un technicien spécialiste en inclusion financière.

Date de l'avis : 26 septembre 2023

1. Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu un financement de la l'Association Internationale de Développement pour financer le coût du Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (PADSF), et à l'intention d'utiliser une partie de ce fond pour effectuer des paiements au titre du contrat suivant : **Recrutement d'un(e) expert(e) national (e) en inclusion financière**

2. Mission :

Sous la supervision du Coordonnateur de Projet, l'expert (e) en inclusion financière a pour mission de mettre en œuvre les activités qui lui sont allouées.

L'expert (e) en inclusion financière travaillera de façon étroite avec les entités ci-après et assurera le rôle d'interface entre l'Unité de Gestion du Projet et ces dernières : la Direction de la Comptabilité Publique et du Trésor, le Ministère de l'Éducation Nationale (MEN), les Institutions de Microfinance (IMF) et les représentants des organisations du secteur privé.

3. Profil du candidat.

Le Consultant devra disposer des qualifica-

tions ci-après :

- Diplôme Maîtrise (Bac+ 4) en économie, finances, gestion ou équivalent ; éducation ; politiques publiques ; TIC
- Expériences professionnelles d'au moins cinq ans dans un poste similaire ;
- Maîtrise du concept d'inclusion financière ;
- Une très bonne connaissance du secteur financier comorien ;
- Une expérience dans des projets de développement, particulièrement ceux financés par la Banque Mondiale serait un atout ;
- Une aisance relationnelle de travail avec les partenaires du Projet œuvrant dans le domaine concerné, et les responsables chargés de l'exécution du Projet ;
- Excellente capacité d'analyse et de synthèse, ainsi que de rédaction et présentation de rapport ;
- Maîtrise des outils informatiques nécessaires à sa fonction ;
- Maîtrise du shikomor et du Français. La connaissance de l'Anglais sera un atout.

4. L'Unité de Gestion du Projet invite les candidats admissibles à manifester leur intérêt pour

les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir leur dossier de candidature composé d'une lettre de motivation signée, un CV détaillé, copies des diplômes et/ou attestations, références des expériences,

5. Les termes de références sont disponibles et peuvent être demandés à l'adresse ci-dessous, soit en version physique soit en version électronique.

6. Durée et lieu de la mission

La durée du mandat est prévue pour **cinq (05) mois** renouvelable sur la base de performance positive du Consultant. Le siège du Projet est à la Banque Centrale des Comores à Moroni

7. Le Consultant sera sélectionné en accord avec les Procédures définies dans le Règlement de « *Passation des Marchés dans le Cadre du Financement de Projets D'investissements (FPI) Fournitures, Travaux, Services Autres que des Services de Consultants et Services de Consultants* » Juillet 2016, révisé en 2017, 2018, 2019 et 2020.

8. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations à l'adresse mentionnée ci-dessous, du lundi au vendredi et aux heures sui-

vantes : du lundi au jeudi à de 8h30 à 14h 30 ; et le vendredi, de 8h 30 à 11h00.

9. Les dossiers de candidature doivent être déposés à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le **vendredi 13 octobre 2023 à 10 h 30 minutes, heure locale de Moroni**, en Union des Comores, avec la mention

10. Avis de recrutement d'un technicien spécialiste en inclusion financière. Tout dossier incomplet ne sera pas considéré.

11. L'(les) adresse(s) auxquelles il est fait référence ci-dessus est(sont) :
Banque Centrale des Comores
Madame la Coordonnatrice Nationale
Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier
Banque Centrale des Comores-
Place de France, BP 405 Moroni - Tel : (00 269) 773 10 02 poste 173 –
Email : Housna.UGP@banque-comores.km
SaidAbdallah.UGP@banque-comores.km



UNION DES COMORES

Unité-Solidarité-Développement



MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE



Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (P166193)



Crédit/Don N° : IDA- D6760/IDA-67070

SELECTION DE CONSULTANTS PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE

Avis d'appel à manifestation d'intérêt pour le Recrutement d'un consultant pour soutenir la Banque Centrale des Comores dans l'acquisition d'une plateforme de paiements numériques switch national et sa mise en œuvre

Date de l'avis : 18 Septembre 2023

1. Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu un financement de la l'Association Internationale de Développement pour financer le coût du Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier et à l'intention d'utiliser une partie de ce fond pour effectuer des paiements au titre du contrat suivant : **Recrutement d'un consultant pour soutenir la Banque Centrale des Comores dans l'acquisition d'une plateforme de paiements numériques switch national et sa mise en œuvre.**

Objectifs :

Dans ce contexte, la BCC a besoin de sélectionner un consultant chargé de l'assistance et de l'implémentation du switch national de paiements. Il collaborera avec l'ensemble des acteurs impliqués dans le projet :

Durée de la mission :

2. Pour la réalisation de cette mission, il est prévu un délai maximum de soixante (70) jours calendaires.

Qualifications :

3. Le Consultant devra avoir les qualifications et l'expérience suivantes :

- * Parler couramment le français, la maîtrise de l'anglais étant un atout supplémentaire.
- * Diplôme universitaire (programme de 4 ans ou plus) dans des domaines liés au projet
- * Expérience pratique (pas moins de 5 ans) dans la conception, la fourniture et la mise en œuvre de switch nationaux.
- * Connaissance des procédures de passation de marchés (ICB) de la Banque mondiale.
- * Expérience réussie de la direction ou de la facilitation de la passation de marchés de TIC sur au moins deux projets.
- * Expertise technique substantielle en matière d'acquisition, de personnalisation, d'utilisation et de maintenance des technologies de l'information dans le secteur financier.
- * Expertise substantielle en gestion de projet et en projets de changement organisationnel et fonctionnel (Waterfall, CPM, Prince2, PMP).

4. Le Consultant sera sélectionné en accord avec les procédures de la Banque Mondiale définies dans les **règlements de passation des marchés pour les cabinets emprunteurs sollicitant le financement de projets d'investissement de juillet 2016** et les mis à jour de Novembre 2017 et Août 2018. La méthode de sélection est la Sélection Fondée sur la Qualité et sur le Coût (SFQC).

5. Les Cabinets intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires ou se procurer des termes de référence à l'adresse mentionnée ci-dessous du Lundi au Vendredi et aux heures suivantes : du lundi au jeudi : de 8 heures 00 minutes à 15 heures 00 minutes et du vendredi : de 8 heures 00 minutes à 10 heures 30 minutes (heure locale).

6. L'Unité de Gestion du Projet (l'UGP) invite les candidats admissibles à manifester leur intérêt pour les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (lettre de soumission, présentation,

CV détaillée, références concernant l'exécution de contrats analogues, expérience dans des conditions semblables, etc.).

7. Les dossiers de manifestations d'intérêts doivent être déposés à l'adresse mentionnée ci-dessous au **plus tard le Lundi 16 Octobre 2023 à 10 h 30 minutes, heure locale de Moroni, en Union des Comores.**

8. L'(les) adresse(s) auxquelles il est fait référence ci-dessus est(sont) :
Secrétariat du PADSF,
Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier,
Mme Housna THABIT, Coordonnatrice Nationale,
Sise à la Banque Centrale des Comores-
Place de France, BP 405 Moroni - Tel : (00 269) 773 10 02 poste 173 –
Email : Housna.UGP@banque-comores.km –
SaidAbdallah.UGP@banque-comores.km,

ELECTIONS 2024

A Mohéli, Dr Hassanaly a pris une longueur d'avance

À quelques mois des élections présidentielles et des gouverneurs, la liste des prétendants candidats ne fait que s'allonger à Mohéli. Certains font déjà le porte à porte, d'autres ont réuni leur staff pour peaufiner leur candidature, ou qui organisent de petites réunions à domicile. Mais Dr Hassanaly Abdoulanziz a tenu jeudi dernier son premier rassemblement à domicile des communes de Mwalimdjini et Fomboni.



Dr Assanally se lance dans la bataille électorale à Mohéli.

Après avoir sillonné toute l'île, village par village, quartier par quartier, le futur candidat à l'élection du gouverneur de Mohéli, Dr Hassanaly Abdoulanziz et son équipe ont organisé ce jeudi 28 septembre leur premier rassemblement de précampagne. Ses militants des communes de Mwalimdjini et de Fomboni s'étaient réunis à son domicile. La cour était pleine à craquer par un public constitué surtout de femmes et de jeunes. « Votre présence ici témoigne l'engouement et l'amour que vous exprimez à notre égard » a lancé d'emblée le chirurgien reconverti dans la

politique.

L'objectif de ce grand rassemblement, selon Dr Abdoulanziz, est de cadrer leur politique dans les deux communes de Mwalimdjini et Fomboni et « exprimer notre engagement à œuvrer pour le succès aux élections présidentielle et gubernatoriale au profit de la Convention pour le renouveau des Comores (CRC) » dit-il.

Après avoir brossé un bref historique des efforts qu'ont réalisés les grandes villes du

monde pour devenir ce qu'elles sont aujourd'hui, Dr Abdoulanziz rappelle que pendant la colonisation et après plus de 40 ans d'indépendance Mohéli reste toujours à la traîne en matière de développement « alors que des vaillants hommes et femmes n'ont cessé de mener une lutte pour que ce petit joyau puisse trouver pleinement sa place au sein des Comores unies et prospères... malheureusement cela n'a pas encore suffi ».

Dr Abdoulanziz s'engage

pour que dans chaque secteur d'activité de la vie d'un mohélien l'objectif soit le même, « servir l'île et le pays en s'occupant du bien être de sa population par des actions transparentes qui mettront en avant les principes de liberté, d'égalité, d'équité, de responsabilité, de solidarité, de travail, de compétence et d'intégrité » assure sous les ovations, celui qui a d'ors et déjà revêtu la veste du politicien.

Riwad

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
Toufé Maecha
Rédaction
A. Mmagaza
M.I.M Abdou
Maoulida Mabé
Andjouza Abouheir
Nassuf Ben Amad
Kamal Gamal Abdou
Nabil Jaffar
Riwad
A Bardraoui
Mise en page
Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
Mariama Mhoma
Documentation archiviste
Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
Mohamed Said Hassane
Impression
Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
Tel: 773 91 21/ 322 76 45

Embassy of the United States



Vacant Position: Security Investigator

U.S. Mission Antananarivo is seeking eligible and qualified applicants for the position of **(1) Security Investigator in the Regional Security Office.**

VACANCY NUMBER: Comoros 2023-001

OPEN TO: All candidates/ all Sources

POSITION : Security Investigator FSN-8

OPENING DATE: September 26, 2023

CLOSING DATE: October 10, 2023

WORK HOURS: Full time, 40 hours per week

REQUIREMENTS:

Working in the Regional Security Office (RSO), the Foreign Service National Investigator (FSNI) conducts security investigations and maintains liaison with local police and other security and law enforcement officials. The FSNI assists the RSO team in coordinating protection for post personnel and visiting U.S. government officials, obtaining, and reporting on information concerning potential security threats to post personnel, facilities, or information.

EDUCATION:

A minimum of two (2) years University Studies is required.

EXPERIENCE:

Minimum of three (3) years of experience in law enforcement, military, private security, or investigation is required.

LANGUAGE:

English level III (Good working knowledge) Reading/Writing/Speaking is required. (To be tested) Comorian level IV (Fluent) Reading/Writing/Speaking is required.

If you would like to view the complete job announcement and apply, please visit the following Seeker Site: <https://erajobs.state.gov/dos-era/mdg/vacancysearch/searchVacancies.hms>

ALL applicants MUST apply online through the Seeker Site (paper application is no longer accepted). For further information, please contact the Office of Human Resources: Telephone: +261 20 23 480 00 extension 2332.

National ID Card (Proof of Citizenship), Proof of past and current employment, University Degree, must be uploaded to the system



Chef d'équipe production(H/F) - Comores

Afin de renforcer notre équipe, nous recrutons un(e) « Chef d'équipe production » pour notre Terminal de Ciment à Moroni .

Type de contrat: CDI
Poste basé à Moroni

Vos missions:

- Veiller à garantir et préserver la santé et la sécurité des employés et des sous-traitants sous sa responsabilité pendant l'exécution de leurs tâches au quotidien
- S'assurer du respect et de l'application stricte des différentes règles et standards du groupe CEMENTIS au quotidien au sein de son équipe notamment en matière de QSHE
- S'occuper de la bonne marche des ateliers de production en étant le relais entre le responsable production et maintenance et les équipes de production
- Gérer et animer l'équipe afin d'atteindre les objectifs assignés au terminal : tonnage ensaché / maîtrise des coûts variables de production à la tonne.
- Veiller à la conformité des chargements camions
- Suivi et évaluation des résultats : débit, taux de casse ... et rechercher les optimisations potentielles pour l'amélioration continue de la performance
- Assurer un déchargement de façon sécurisée des bateaux de ciment dans le temps imparti
- Maintenir en bon état de fonctionnement l'unité d'ensachage et ses annexes.

COMPÉTENCES REQUISES

- Niveau BAC+2 minimum en Electricité, Electro-mécanique ou Génie Industriel
- Expérience minimum de 3 ans en tant que chef d'équipe dans un site industriel
- Forte expérience en intervention mécanique et/ou électrique
- Maîtrise de la gestion des hommes et du temps
- Bonne connaissance des logiciels informatiques Office 365 : Word, Excel, Powerpoint
- Bon niveau de français
- La connaissance de l'anglais serait un atout
- Connaissance des normes ISO : 9001, 14001, et des règles de sécurité
- Sens accru de la responsabilité
- Proactif
- Sens de la communication

Si vous êtes prêts à relever ces challenges avec nous, merci d'envoyer votre candidature (CV, lettre de motivation, ...) au plus-tard **le 09 octobre 2023** à l'adresse mail suivante : contactcomores@cementis.io

CEMENTIS Moroni
Ancien aérodrome de Moron



Coordinateur Qualité, Santé, Sécurité, Environnement et Sûreté (H/F)- Comores

Afin de renforcer notre équipe, nous recrutons un(e) « Coordinateur QSSE et Sûreté » pour notre Terminal de Ciment à Moroni .

Type de contrat: CDI
Poste basé à Moroni

Vos missions

- Assurer le respect des réglementations en vigueur (inspection et contrôle obligatoire)
- Appliquer les exigences et directives du groupe et suivre son implémentation
- Sensibiliser le personnel et les sous-traitants
- Suivre les projets du groupe
- Assurer l'analyse des risques de chaque poste et la réalisation des plans d'actions
- Analyser les dangers et risques avec les collaborateurs extérieurs avant tout travaux et établir ensemble le plan de prévention
- Reporter les accidents et incidents et assurer la mise en œuvre des actions correctives
- Appliquer les sanctions relatives à toutes infractions aux procédures de sécurité
- Réaliser les rapports au niveau de la région
- Assister aux diverses réunions sur l'amélioration du système de management QSSE (Usine, Région, Groupe)
- Suivre les indicateurs de performance mensuels
- Assurer l'application des exigences dans la norme ISO 9001
- Analyser les aspects environnementaux significatifs
- Mettre en place un plan de management environnemental (PME) et faire son suivi

- Mettre en place un système de gestion des déchets
- Accompagner la démarche d'auto-évaluation des risques des collaborateurs
- Suivre l'implémentation (la mise en place) des plans d'actions pour la sûreté
- Proposer des adaptations des systèmes de sécurité existant afin de répondre aux contraintes locales et leurs évolutions.
- Appuyer les équipes exploitation pour leurs opérations (déchargement bateau, production)
- Interlocuteur avec le service IT de la Région en cas de maintenance ou de problèmes réseau

Votre profil

- Vous êtes idéalement issu(e) d'une formation de niveau Bac+5 dans le domaine HSE.
- Vous bénéficiez d'une expérience similaire d'au moins 5 ans, dans un environnement industriel.
- Vous avez une capacité à respecter les délais et procédures
- Maîtrise des langues étrangères (français et anglais)
- Bonne capacité organisationnelle et méthodique
- Esprit de rigueur et d'initiative

Si vous êtes prêts à relever ces challenges avec nous, merci d'envoyer votre candidature (CV, lettre de motivation, ...) avant le **09 octobre 2023** à l'adresse mail suivante: contactcomores@cementis.io

CEMENTIS Moroni
Ancien aérodrome de Moron



CAN 2025

Le Maroc, confirmé pays hôte de la 35ème édition de la CAN



Ce fut long à se décider, pourtant tout indiqué que le Royaume Cherifien était l'ultra-favori pour l'accueil de la 35ème édition de la Coupe d'Afrique des Nations TotalEnergies 2025. Reuni mercredi dernier au Caire siège de la CAF, le Comité Exécutif de la CAF a finalement tranché en faveur de Rabat.

C'est peut être un euphémisme que de dire que la désignation du Maroc pour abriter la CAN 2025 est un couronnement. Le président de la Fédération Royale Marocaine de Football (FRMF), Fouzi Lekjaa a d'ailleurs tenu à abonder dans ce même sens, quelques heures après l'heureuse nouvelle. « La désignation du Maroc pays hôte de la CAN-2025 est le

couronnement du processus de développement mené par SM le Roi Mohammed VI » s'est-il exprimé sous le coup de l'émotion.

Cette désignation, selon les autorités marocaines, à commencer par le patron de la FRMF démontre si des doutes subsistaient encore l'appartenance du Maroc dans la grande famille africaine. « Aujourd'hui, le Maroc, à l'unanimité africaine, sans le moindre débat, a l'honneur d'organiser la prochaine édition de la Coupe d'Afrique des Nations, c'est le couronnement d'un travail formidable mené par un Grand Roi. C'est aussi la meilleure récompense pour un peuple passionné de football ».

Conscient des liens forts qui unissent les deux peuples, comorien et marocain, le président de la FFC, Saïd Ali Saïd Athouman a tenu à

féliciter son homologue, Fouzi Lekjaa. « La Fédération de Football des Comores par la voix de son président, Saïd Ali Saïd Athouman tient à féliciter son homologue Fouzi Lekjaa de la Fédération Royale Marocaine de Football pour la désignation du Royaume marocain en tant que pays hôte de la 35ème édition de la Coupe d'Afrique des Nations » lit-on dans un message diffusé par la FFC dans sa page Facebook.

Au Caire, la CAF a aussi désigné la candidature « Est African Pamoja » qui réunit l'Ouganda, le Kenya et la Tanzanie comme hôtes de la 36ème édition de la Coupe d'Afrique des Nations de football de 2027.

Imtiyaz

CRISE DE L'EAU

Les mahorais dans la rue pour s'indigner

Près d'un millier de personnes ont investi les rues de Mamoudzou à Mayotte pour dénoncer ce qu'ils appellent, l'inaction du gouvernement français face à la crise de l'eau qui frappent cette île. L'annonce faite par le préfet sur l'amplification des coupures d'eau, n'est pas de nature à rassurer la population malgré l'arrivée dans l'île du ministre délégué en charge des Outre-mer Philippe Vigier.

Répondant à l'appel du collectif des citoyens "Mayotte 2018", les organisations syndicales, le groupe "Mayotte a soif", près d'un millier de personnes ont battu le pavé pour dénoncer l'"inaction du gouvernement" français face à la pire crise de l'eau que frappe de plein fouet l'île hippocampe. Ils étaient rejoints par une soixantaine de soignants hospitaliers. Les protestataires se sont rendus devant le siège de la Maoraise des eaux. Le cortège s'est rendu par la suite à la place de la République où a lieu le rendez-vous.

L'objectif des collectifs, était d'espérer obtenir un rendez-vous avec le ministre délégué chargé des Outre-mer Philippe Vigier en visite sur l'île. Ce dernier avait reconnu mercredi dernier sur France Info que « les temps sont très durs. Deux jours sur trois sans eau, je comprends l'exaspération des Mahoraises et des Mahorais. Mais cela est le fait de tant d'années où les choses n'ont pas été faites ». Et lui d'expliquer que « cette année, il a fait très sec et que les réserves colinéaires ne sont pas disponibles ». M. Vigier qui a tenu à rappeler que « la compétence de l'eau n'est pas exercée par l'État. Elle est exercée par les collectivités locales et les élus locaux. [...] Nous, nous sommes là, et on paye 100% de la facture. On vient de lancer un pro-

gramme de forage à 6 millions d'euros. »

Mais les assurances des autorités françaises, et l'envoi sur l'île de plusieurs milliers de bouteilles de minérale en provenance La Réunion, la crise s'accroît de jour en jour. Le préfet Thierry Suquet, ira jusqu'à appeler la population à tenir « encore six à huit semaines » difficiles durant lesquelles chacun devra « faire des efforts. Dans ses propos qui ne sont pas de nature à rassurer la population, M. Suquet annonce, « l'amplification des coupures d'eau ». Dans la grande île, les habitants sont privés deux jours sur trois depuis le 4 septembre. Pendant qu'à Mamoudzou, la capitale de l'île est rationnée de 16h à 8h pendant la semaine. 36 heures ininterrompues le week-end.

Maoulida Mbaé



Institution : UNION REGIONALE DES SANDUK DE LA GRANDE COMORES (URGC)

Titre de services : Service de Commissariat aux comptes pour formuler une opinion sur les comptes annuels de l'URGC

AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊT N°001/URGC/CAC/09/202

L'URGC est une réseau d'institution de microfinance qui œuvre sur le territoire de la Grande Comores depuis mars 2002 et agréé par la Banque Centrale des Comores sous le N° 001-2018/AG/IFD/ du 17 janvier 2018.

Le réseau renfermant quarante-sept (47) caisses est organisé en village banking qui sont disséminées dans les huit préfectures de l'île de Ngazidja à savoir : BAMBAAO, ITSANDRA HAMANVOU, MITSAMIOULI, HAMBOU, MBADJINI OUEST, MBADJINI EST, HAMAHAHMET et DIMANI.

La mission principale de l'institution est de contribuer à la lutte contre la pauvreté en mettant à disposition des services financiers de qualité et de proximité adaptés aux besoins des populations.

Conformément à l'article 37 de la loi bancaire N° 13-003-AU, les comptes doivent faire l'objet d'une certification et d'une validation par un Commissaire aux comptes.

L'exercice financier de l'institution commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de l'année civile.

1. Dans le cadre du renouvellement du mandat du Commissaire aux comptes pour les 04 exercices

2023, 2024, 2025 et 2026, l'URGC lance un avis de manifestation d'intérêt en vue de la sélection

d'un Cabinet de renommée internationale, chargé de fournir les services de Commissariat aux comptes.

2. Les Cabinets intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et l'expérience pour l'exécution des services de Commissariat aux comptes, notamment dans un environnement où sont appliquées les normes OHADA.

3. Les Cabinets seront sélectionnés conformément aux Règles d'Utilisation des Consultants de la place, notamment la Méthode de sélection basée sur la qualité et le coût. La note globale sera obtenue par addition des notes techniques et financières après application des pondérations.

4. Le dossier de Demande de Proposition est à retirer contre le paiement par virement bancaire ou dépôt au compte de l'institution ouvert à la Banque de Développement des Comores :

• IBAN : KM46000010011030988000436

• Code SWIFT BDC : DEVPKMKM

• Bénéficiaire : URG

• Banque intermédiaire : BMCE MADRID

o IBAN : ES14 0219 8601 03 0096601487 Euros

o Code swift : BMCEESMM

au profit de l'URGC d'une somme non remboursable de cinquante (50€) Euros. Ce dossier pourrait être transmis par voie électronique dès réception du paiement.

5. Les Cabinets intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous, tous les jours ouvrables, de 09 heures à 15 heures 30 (Heure des Comores).

6. Les manifestations d'intérêts rédigées en français devront être déposées à l'Union Régionale des Sanduk de Grande Comores à l'adresse mentionnée ci-dessous en personne, par courrier, facsimilé ou par courrier électronique **au plus tard le 25 octobre 2023 à 15 heures 30 (heure locale).**

« Monsieur le Directeur Exécutif
Sollicitation pour le recrutement d'un omnis-
saire aux Comptes »

Avenue de la République Populaire de Chine
à côté du Lycée Saïd Mohamed Cheick

info.urgc@urgc-km.net



Ministère des Finances, du
Budget et du Secteur Bancaire

UNION DES COMORES

Unité-Solidarité-Développement



Projet d'appui aux systèmes d'information de la gouvernance financière (PAGF/SI)

AVIS D'APPEL A MANIFESTATIONS D'INTERET POUR UNE ASSISTANCE TECHNIQUE A MAITRISE D'OUVRAGE (AMOA) COMPLETE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE CONSOLIDATION DES SYSTEMES D'INFORMATION (PCSI)

SERVICES DE CONSULTANT Financement

SERVICES DE CONSULTANT Manifestations d'Intérêt

Contexte et objectifs du projet :

L'Union des Comores, représentée par le Ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire de l'Union des Comores (MFBSB) de l'Union des Comores a engagé la formalisation avec l'Agence Française de Développement ("AFD"), d'un financement au titre du Projet d'appui aux systèmes d'information de la gouvernance financière (PAGF/SI) et a l'intention d'en utiliser une partie pour effectuer les paiements dus au titre du présent marché.

L'objectif général du projet PAGF-SI est de consolider durablement, du la base du plan de consolidation des systèmes d'information (PCSI) du Ministère des Finances, établi en 2023, le système d'information de l'administration financière comorienne pour que celle-ci dispose d'un système d'information adapté à la mise en œuvre d'une gestion des finances publiques efficace, transparente et évoluant vers les meilleures pratiques internationales. Le financement est de 10 M€ et la durée du projet est évaluée à 48 mois dont 6 mois de démarrage à compter d'octobre 2023 et 6 mois de clôture à la fin du projet.

L'objectif spécifique du PAGF-SI est ainsi de mettre en œuvre des 6 axes du Plan de Consolidation du SI (PCSI) et d'accompagner le changement nécessaire à un SI fonctionnel pérenne : pour rappel :

- **Sous-objectif 1** : Mettre en place et opérationnaliser des infrastructures résilientes, performantes et sécurisées pour la digitalisation complète du MFBSB
- **Sous-objectif 2** : Renouveler le matériel informatique des utilisateurs
- **Sous-objectif 3** : Réhabiliter et mettre à jour les services numériques et les interfaçages
- **Sous-objectif 4** : Mettre à jour certains outils métiers de la GFP et préparer l'approche programmatique
- **Sous-objectif 5** : Améliorer la compétence numérique et gérer le changement
- **Sous-objectif 6** : Définir, valider et initier la mise en œuvre d'une stratégie de pérennisation du SI

La mise en œuvre du sous-objectif 4 sera assurée pour l'essentiel, dans le cadre du projet d'appui à la gouvernance financière (PAGF), actuellement en cours d'exécution au niveau du Ministère. Le PAGF/SI sera ainsi étroitement articulé avec ce dernier projet.

La coordination de la mise en œuvre du projet sera assurée par une UGP. Une assistance à maîtrise d'ouvrage (AMOA) complète sera mobilisée et appuiera le Ministère, l'unité de gestion du projet (UGP) et la nouvelle direction des systèmes d'information (DSI) sur la mise en œuvre de l'ensemble du projet, tant en matière de gestion de projet qu'au plan de la mise en œuvre technique ainsi qu'au niveau du pilotage stratégique et opérationnel et du suivi-évaluation de la mise en œuvre.

Services à fournir :

Les Services du Candidat auront pour objet la conduite d'une mission d'assistance à maîtrise d'ou-

vrage (AMOA) à la mise en œuvre PCSI dont le financement sera apporté en grande partie à travers le PAGF/SI. De façon non-exhaustive, cela recouvre notamment l'appui au pilotage global, à la programmation technique et financière, au séquençage et à la passation des marchés, au suivi-évaluation, au cadrage et au suivi technique des chantiers, à la rédaction des cahiers des charges et au suivi des prestataires, à l'élaboration d'une stratégie d'exploitation et de pérennisation du SI et à la structuration de la gouvernance, l'accompagnement du changement et le développement des compétences numériques. Le renforcement des capacités constituera une dimension transversale de l'action de l'AMOA.

De façon prévisionnelle, l'AMOA s'articulera autour d'une assistance résidente à la maîtrise d'ouvrage (36 mois environ) sur la durée du projet et d'un pool d'expertises CT/perlées (de manière non exhaustive) : énergie, réseau, système, hébergement, sécurité, applications complexes, interfaces applicatives, méthode agile, gestion du changement, passation de marchés, AMOA/pilotage et GFP (700 H/J environ).

Dossier de candidature :

Le Ministère des Finances et du Budget, maîtrise d'ouvrage du Projet, invite les Candidats à manifester leur intérêt à fournir les Services décrits ci-dessus. Les critères d'éligibilité à un financement de l'AFD sont spécifiés à l'Article 1.3 des "Directives pour la Passation des Marchés financés par l'AFD dans les États étrangers", disponibles en ligne sur le site internet de l'AFD : <http://www.afd.fr>.

Cet Appel à Manifestations d'Intérêt s'adresse aux : Bureaux d'études (firmes de consultants)

Les Candidats ne peuvent soumettre qu'une seule candidature en leur nom propre ou en Groupement. Si un Candidat (y compris le membre d'un Groupement) soumet ou participe à plusieurs candidatures, celles-ci seront éliminées. En revanche, un même Sous-traitant peut participer à plusieurs candidatures.

Si le Candidat est constitué en Groupement, la Manifestation d'Intérêt doit inclure :

- une copie de l'accord de Groupement conclu par l'ensemble de ses membres,

ou

- une lettre d'intention de constituer un Groupement, signée par tous ses membres et accompagnée d'une copie de l'accord de Groupement proposé.

En l'absence de ce document, les autres membres seront considérés comme Sous traitants.

Les références et qualifications des Sous traitants ne sont pas prises en compte dans l'évaluation des candidatures.

Les Candidats intéressés doivent produire les informations démontrant qu'ils sont qualifiés et expérimentés pour réaliser les présents Services. A ce titre, ils justifieront qu'ils possèdent des références

de prestations récentes et similaires.

Le caractère similaire des références sera analysé en fonction :

De l'ampleur des marchés ;

De la nature des Services : assistance (AMOA) à maîtrise d'ouvrage publique dans le domaine des systèmes d'information ;

Du domaine et de l'expertise technique :

o Pilotage, accompagnement et gestion de plans et projets informatiques

o Conduite de chantiers infrastructures IT et déploiement applicatifs complexes

o Système d'information de gestion des finances publiques

o Renforcement des capacités des acteurs et accompagnement du changement dans le domaine visé.

Du contexte géographique : de l'Union des Comores, de la région Océan Indien, de l'Afrique continentale.

Evaluation et sélection des manifestations d'intérêt :

A l'issue de l'analyse des dossiers de candidature, les candidats sont sélectionnés au regard de la qualité des pièces et documents fournis et de l'adéquation des compétences avec les attendus de l'appel à manifestation d'intérêt.

Le MFBSB dressera une liste restreinte de six (6) Candidats maximum, présélectionnés sur la base des candidatures reçues, auxquels il adressera la Demande de Propositions pour la réalisation des Services requis.

Modalités de remise des manifestations d'intérêt :

Les Manifestations d'Intérêt doivent être envoyées par courrier électronique aux adresses ci-dessous, **pour le 10/10/2023 à 15h30 (heure de Moroni – Comores)**

Courriel : coordination.pagfcomores@gmail.com
copie à : coordon.pagfcomores@gmail.com

Obtention des informations complémentaires :

Les Candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous, aux heures suivantes : **du lundi au jeudi de 7h30 à 16h30 (heure locale) et le vendredi et Samedi de 7h30 à 11h30 (heure locale) :**

A l'attention du Coordonnateur National du projet PAGF

Monsieur Ahamada Ali Mmadi
Ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire

**Place de l'indépendance
Union des Comores**

BP : 324 Moroni

Moroni - Union des Comores

Bureau (269) 773 80 67 Mobile : (+269) 332 60 09

Email : coordination.pagfcomores@gmail.com et coordon.pagfcomores@gmail.com